

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	51	24

N° de la séance : 52

Objet de la délibération : Direction des
Systèmes d'Information et du Numérique
- Projet Très Haut Débit - Convention de
Programmation et de suivi des
déploiements (CPSD) avec l'opérateur
ORANGE - Version 2 - Avenant n°1

- ☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2019.119

Date de la convocation :


Le 18/06/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 2 JUIL. 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 4 JUIL. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN-SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 24 juin 2019

L'an deux mil dix neuf et le 24 juin à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations – 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaïne DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Michel ROSSI, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE à Henri GANNARD, André-Luc SEITHER à Khéra BADAOU, Patrick DULBECCO à Yves DAHAN, Marie BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO à Laurent COLLIN, Marina LONVIS à Anne-Marie BOUSQUET, Anne-Marie DUMONT à Jean LEONETTI, Marc DAUNIS à Martine BONNEAU, Abderrazak SALOUH à Marie-Claude MOITRY, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Joseph VALETTE, Christine SYLVESTRE, Jacques GENTE, Claudine MAURY, Nadine GASTAUD, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Matthieu GILLI, Marine VALLEE, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur MASCARELLI,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 1425-1, L. 5211-17 et L. 5216-7 ;

Vu la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique, prévoyant la mise en place des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique ;

Vu l'arrêté du 29 avril 2013 définissant le cahier des charges de l'appel à projets "France très haut débit - Réseaux d'initiative publique" auquel devront répondre les territoires pour obtenir les aides de l'Etat et fixant notamment la condition d'éligibilité des projets tenant à leur envergure territoriale, a minima départementale ;

Vu la délibération du 27 juin 2013 prise par l'assemblée départementale approuvant le Schéma Directeur Départemental d'Aménagement Numérique des Alpes-Maritimes (SDDAN 06) ainsi que ses annexes ;

Vu la délibération du 22 novembre 2013 prise par le comité syndical du SICTIAM créant une compétence n° 9 uniquement dédiée à l'aménagement numérique du territoire des Alpes Maritimes ;

Vu la délibération du 31 janvier 2014 prise par l'assemblée départementale transférant, d'une part au SICTIAM la compétence départementale définie à l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et approuvant, d'autre part les statuts dudit syndicat ;

Vu la délibération n° CC.2014.153 du 13 octobre 2014 prise par le Conseil Communautaire modifiant, d'une part, les compétences de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis relatives à l'aménagement numérique du territoire, et adoptant, d'autre part, le principe d'une adhésion au Syndicat Intercommunal des Collectivités Territoriales Informatisées Alpes Méditerranée au titre de sa compétence n° 9 ;

Vu la délibération n° CC.2015.003 du 16 février 2015 prise par le Conseil Communautaire validant l'adhésion au Syndicat Intercommunal des Collectivités Territoriales Informatisées Alpes Méditerranée au titre de sa compétence n° 9 et actant que cette adhésion vaut transfert au SICTIAM de la compétence « Etablissement et exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques prévues au 1 de l'article L.1425-1 du CGCT ;

Vu la délibération n° CC.2015.128 du 28 septembre 2015 prise par le Conseil Communautaire validant le projet très haut débit de Convention de Programmation et de Suivi des Déploiements (CPSD) avec l'opérateur Orange ;

Vu le modèle de CPSD défini au niveau national ;

Vu la délibération n° CC.2016.053 du 11 avril 2016 prise par le Conseil Communautaire validant le projet très haut débit de Convention de Programmation et de Suivi des Déploiements (CPSD) avec l'opérateur Orange dans sa version 2 ;

Considérant le Plan France Très Haut Débit 2013-2022 qui vise à couvrir l'intégralité du territoire national en très haut débit d'ici 2022, c'est-à-dire à proposer un accès à Internet performant à l'ensemble des logements, des entreprises et des administrations.

Considérant la CPSD signée le 7 juillet 2016 par les représentants de l'Etat, de la Région, du Département, des EPCI concernés et de l'opérateur Orange.

Considérant le plan « Aménagement numérique des territoires » présenté par le Premier Ministre lors la 2^{ème} Conférence nationale des territoires le 14 décembre 2017 visant notamment à accélérer et sécuriser les déploiements des opérateurs privés dans les territoires urbains et péri-urbains ;

Considérant les engagements de l'opérateur de réseau conventionné (ORC), société Orange, présentés au Gouvernement, et l'avis favorable du Gouvernement le 26 juillet 2018 rendant ces engagements opposables et pouvant être sanctionnés par l'Arcep ;

Considérant l'accord SFR-Orange du 27 juin 2018 redéfinissant le plan de partage en zone AMII entre les 2 opérateurs sur le département des Alpes-Maritimes ;

Considérant la demande de l'ORC Orange de décliner ces nouveaux engagements au niveau local, et d'accroître la transparence de ses déploiements ;

Il est proposé, à l'ensemble des signataires de la CPSD initiale, un avenant à la CPSD du 7 Juillet 2016 présenté en annexe 1.

Cet avenant modifie le paragraphe 1.4 du Préambule « Sur le projet et les objectifs de l'Opérateur signataire pour le territoire de la Collectivité », ainsi que l'annexe 2 « Zone conventionnée », l'annexe 3 « Volumes annuels » et l'annexe 8 « Informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements ».

Les nouveaux engagements d'Orange visent dorénavant à garantir que 100 % (hors refus de tiers) des habitations et des locaux professionnels seront raccordables aux services communications électroniques par la fibre optique en 2022.

Objectifs de la CPSD du 07/07/2016		
Année	Locaux adressables (armoire optique dans la rue)	Locaux raccordables (point de branchement au droit du local)
2018	58 %	Na
2019	78 %	Na
2020	100 %	Na
2021	100 %	Na
2022	100 %	Na

Objectifs de l'avenant n° 1		
Année	Locaux adressables (armoire optique dans la rue)	Locaux raccordables (point de branchement au droit du local)
2018	58 %	34 %
2019	78 %	55 %
2020	100 %	85 %
2021	100 %	95 %
2022	100 %	100 %

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'avenant n° 1 de la Convention de Programmation et de Suivi des Déploiements FTTH avec l'opérateur Orange dans sa version 2, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver l'avenant n° 1 de la Convention de Programmation et de Suivi des Déploiements FTTH avec l'opérateur Orange dans sa version 2, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 24 juin 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

Avenant à la convention de programmation et de suivi des déploiements FttH



Plan France Très Haut Débit

2019

Entre :

L'État, domicilié aux fins des présentes 2 boulevard Paul-Peytral, 13006 Marseille, représenté par le Préfet de Région,

Ci-après désigné l' « *État* »

et,

La Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, domiciliée aux fins des présentes en l'Hôtel de Région, 27, place Jules Guesde, 13481 Marseille Cedex 20), représentée par son Président Renaud Muselier, dument habilité par délibération du xx xxx 2019,

Ci-après désigné la « *Région* »

Le Département des Alpes-Maritimes, domicilié aux fins des présentes Centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P 3007, 06201 Nice Cedex 3, représenté par son Président Charles-Ange Ginesy, dument habilité par une délibération en date du xx xxx 2019,

Ci-après désigné le « *Département des Alpes Maritimes* »

La Métropole Nice Côte-d'Azur, domiciliée aux fins des présentes 5, rue de l'hôtel de ville 06364 NICE Cedex 4, représentée par son Président, Christian ESTROSI, dument habilité par délibération du xx xxx 201x,

La Communauté d'agglomération de la Riviera Française, domiciliée aux fins des présentes 16 rue Villarey, 06500 Menton, représentée par son Président Jean Claude Guibal, dument habilité par délibération de son Conseil communautaire du xx xxx 201x,

La Communauté d'agglomération de Sophia-Antipolis, domiciliée aux fins des présentes 449 route des Crêtes, Les Genêts, 06901 Sophia Antipolis cedex, représentée par son Président Jean Leonetti, dument habilité par délibération de son Conseil communautaire du xx xxxx 201x,

La Communauté d'agglomération de Cannes Pays de Lérins, domiciliée aux fins des présentes Hôtel de Ville, CS 50044, 06414 Cannes Cedex, représentée par son Président David Lisnard, dument habilité par délibération de son Conseil communautaire du xx xxx 201x,

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, domiciliée aux fins des présentes 57 Avenue Pierre Sépard, BP91015, 06131 Grasse, représentée par son Président Jérôme Viaud, dument habilité par délibération de son Conseil communautaire du xx xxxx 201x,

Ci-après désigné « *la Collectivité* »

et,

Orange, Société anonyme au capital de 10 640 226 396 Euros, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 380 129 866 et dont le siège social est situé au 78 rue Olivier de Serres, 75505 Paris cedex 15, représenté par Mx xxxxx en sa qualité de xxxxxxxxxxxxxxxxx

Ci-après désigné l' « *Opérateur de Réseau Conventionné* » ou *ORC*

D'autre part,

Tous ensembles désignés les « *Parties* »,

Table des matières

Préambule	5
Article 1. Objet	6
Article 2. Modification du point 1.4 du préambule	6
Article 3. Modification de l'annexe 2 « Zone conventionnée »	7
Article 4. Modification de l'annexe 3 « Volumes annuels »	10
Article 5. Modification de l'annexe 8 « Informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements »	10

Préambule

Les Parties ont signé le 7 juillet 2016 une convention de programmation et de suivi des déploiements FttH.

En 2018, l'ORC a proposé au Gouvernement des engagements de déploiements FttH en zone AMII dans le cadre de l'article L.33-13 du code des postes et communications électroniques. L'ORC a également souhaité accroître la transparence de ses déploiements et a exprimé la volonté de décliner localement ses engagements et de proposer à l'ensemble des collectivités locales signataires d'une CPSD des avenants à ces dernières permettant notamment d'enrichir les annexes de suivi.

Dans la suite de ces évolutions, et en application de l'article 14 de cette Convention, les Parties ont souhaité modifier la Convention les liant.

Par cet avenant, l'ORC propose de communiquer, dans les conditions prévues par la convention, à l'ensemble des signataires, les éléments suivants :

- le calendrier détaillé, année par année et commune par commune, du démarrage des déploiements ainsi que la date de fin des déploiements (Annexe 2 de la convention) ;
- par année, le volume indicatif des locaux programmés, des locaux raccordables sur demande ainsi que le volume indicatif des locaux raccordables (Annexe 3 de la convention) ;
- la mise à jour du référentiel d'informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements (Annexe 8 de la convention).

Les Parties se sont rapprochées ce jour pour formaliser leurs engagements réciproques dans le cadre du présent avenant.

Ceci étant exposé, les Parties ont convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1. **Objet**

Le présent avenant a pour objet d'annuler et remplacer :

- le paragraphe 1.4 du Préambule « Sur le projet et les objectifs de l'Opérateur signataire pour le territoire de la Collectivité » ainsi que les
- l'annexe 2 « Zone conventionnée »
- l'annexe 3 « Volumes annuels »
- l'annexe 8 « Informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements »

Les autres stipulations et Annexes de la convention demeurent inchangées et continuent de s'appliquer aux Parties.

Il prend effet à la signature des Parties pour la durée de la Convention.

Article 2. **Modification du point 1.4 du préambule**

Le nouveau paragraphe du Préambule 1.4 ci-dessous annule et remplace le texte existant.

L'objectif confirmé d'Orange pour 2020 est d'avoir déployé la fibre dans l'ensemble des communes déclarées lors de l'AMII ainsi que celles ajoutées ou soustraites ultérieurement en concertation avec les porteurs de projet RIP ou un opérateur tiers et confirmées à de multiples reprises aux pouvoirs publics.

Orange réaffirme à travers cette présente Convention ses intentions d'investissement pour le déploiement du réseau FttH (Fiber to the Home), facteur de compétitivité et de croissance pour le pays et dont elle a fait l'un des axes mobilisateurs de son projet d'entreprise, Essentiels2020.

Pour l'ensemble de ses déploiements FttH, Orange est convaincu de la nécessité d'une coopération étroite entre l'opérateur déployant ce réseau très haut débit et les acteurs publics, au premier rang desquels les collectivités territoriales et notamment les signataires de la présente Convention, afin de faciliter le déploiement de son propre réseau sur le territoire des collectivités territoriales concernées.

Seule une telle approche en concertation étroite entre les collectivités et l'Opérateur de réseau permettra de mener à bien un programme de cette ampleur et de cette durée.

Orange a répondu à l'Appel à Manifestation d'Intention d'Investissement (AMII) du Commissariat Général à l'Investissement (CGI) en qualité d'opérateur de communications électroniques au sens de l'article L 32-1 du code des postes et communications électroniques et en particulier sur le territoire de la Collectivité.

Le 15 novembre 2011, Orange et SFR signaient un accord portant sur les 11 millions de logements couverts par l'un ou l'autre des deux opérateurs en dehors des zones très denses. Fin juillet 2015, Orange a pris note que NC-SFR a renoncé à déployer en fibre jusqu'au logement certaines communes que SFR s'était engagé à déployer. Ainsi, l'interdiction de déployer par Orange a été levée sur 208 communes.

Dans son souhait de doter les territoires de la meilleure technologie, Orange a décidé de déployer le 100% fibre sur ces communes, à 100%.

En 2018, Orange et SFR ont mis en cohérence leurs déploiements hors zone très dense. Dans le département des Alpes-Maritimes, SFR déploiera les communes de Beaulieu-sur-Mer, Gattières, Gilette, Le Broc, Cagnes-

sur-Mer, Théoule-sur-Mer. Un courrier cosigné par les deux opérateurs a été adressé le 3 juillet 2018 au Conseil départemental des Alpes-Maritimes, aux EPCI et aux six communes intéressées.

Orange a proposé toutes les modalités d'accès prévues par la réglementation en zone moins dense, notamment des offres de cofinancement en publiant, dès début juillet 2011, son offre d'accès en dehors de la Zone Très Dense à la partie terminale des lignes de communications électroniques à Très Haut Débit en fibre optique.

En 2018, Orange a poursuivi l'accélération de son programme et produit plus de 2 millions de prises programmées et autant de prises raccordables.

Orange a proposé des engagements de déploiements FttH en zone AMII1 au titre de l'article L.33-13 du code des postes et communications électroniques au Gouvernement, qui les a acceptés par arrêté ministériel du 26 juillet 2018. Ces engagements nationaux intègrent notamment les communes de la Zone moins dense faisant l'objet de la présente convention.

Dans le présent avenant, Orange contractualise ses engagements de déploiements FttH avec les Collectivités concernées. Orange s'y engage auprès d'elles dans un processus de transparence accrue de ses déploiements en les informant sur :

- le calendrier prévisionnel pluriannuel de démarrage de ses déploiements à la maille de la commune (Annexe 2),
- les volumes prévisionnels annuels des locaux programmés, des locaux raccordables sur demande ainsi que de locaux raccordables à la maille du périmètre de la présente convention (Annexe 3).

Article 3. Modification de l'annexe 2 « Zone conventionnée »

¹ Zone constituée des communes initialement en zone AMII en 2011, en tenant compte de l'accord de mise en cohérence des déploiements en dehors des zones très denses conclu avec SFR en novembre 2011, étendue en intégrant notamment les communes anciennement en zones très denses et les communes libérées des engagements de l'accord susmentionné.

Avenant à la convention de programmation et de suivi des déploiements

Communes hors Zone très dense

Code INSEE	EPCI	Commune	Début du déploiement	Nb de locaux (INSEE 2014)	Achèvement du déploiement
06012	CA de la Riviera Française	Beausoleil	2018	9 225	2020
06035	CA de la Riviera Française	Castellar	2019	601	2020
06036	CA de la Riviera Française	Castillon	2019	223	2020
06067	CA de la Riviera Française	Gorbio	2018	707	2020
06150	CA de la Riviera Française	La Turbie	2018	2 019	2020
06083	CA de la Riviera Française	Menton	2013	28 203	2018
06086	CA de la Riviera Française	Moulinet	2019	430	2020
06104	CA de la Riviera Française	Roquebrune-Cap-Martin	2017	13 454	2020
06113	CA de la Riviera Française	Sainte-Agnès	2018	745	2020
06136	CA de la Riviera Française	Sospel	2019	2 302	2020
06018	CA de Sophia Antipolis	Biot	2017	5 091	2020
06037	CA de Sophia Antipolis	Caussols	2019	294	2020
06038	CA de Sophia Antipolis	Châteauneuf-Grasse	2019	1 757	2020
06068	CA de Sophia Antipolis	Gourdon	2019	257	2020
06010	CA de Sophia Antipolis	Le Bar-sur-Loup	2019	1 490	2020
06112	CA de Sophia Antipolis	Le Rouret	2019	1 938	2020
06089	CA de Sophia Antipolis	Opio	2018	1 174	2020
06105	CA de Sophia Antipolis	Roquefort-les-Pins	2017	3 179	2020
06152	CA de Sophia Antipolis	Valbonne	2016	6 616	2020
06155	CA de Sophia Antipolis	Vallauris	2014	19 582	2019
06161	CA de Sophia Antipolis	Villeneuve-Loubet	2014	11 842	2019
06006	Métropole Nice - Côte d'Azur	Aspremont	2019	982	2020
06021	Métropole Nice - Côte d'Azur	Bonson	2019	385	2020
06032	Métropole Nice - Côte d'Azur	Cap-d'Ail	2016	3 726	2020
06033	Métropole Nice - Côte d'Azur	Carros	2017	4 915	2020
06034	Métropole Nice - Côte d'Azur	Castagniers	2018	704	2020
06046	Métropole Nice - Côte d'Azur	Colomars	2016	1 435	2020
06055	Métropole Nice - Côte d'Azur	Duranus	2019	91	2020
06059	Métropole Nice - Côte d'Azur	Èze	2018	2 143	2020
06060	Métropole Nice - Côte d'Azur	Falicon	2019	873	2020
06065	Métropole Nice - Côte d'Azur	La Gaude	2017	2 832	2020
06109	Métropole Nice - Côte d'Azur	La Roquette-sur-Var	2019	446	2020
06149	Métropole Nice - Côte d'Azur	La Trinité	2018	4 582	2020
06075	Métropole Nice - Côte d'Azur	Levens	2018	2 304	2020
06114	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-André-de-la-Roche	2017	2 406	2020
06117	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-Blaise	2018	440	2020
06121	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-Jean-Cap-Ferrat	2019	2 037	2020
06122	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-Jeannet	2018	1 866	2020
06123	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-Laurent-du-Var	2013	17 452	2020
06126	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-Martin-du-Var	2018	1 251	2020
06147	Métropole Nice - Côte d'Azur	Tourrette-Levens	2019	2 059	2020
06159	Métropole Nice - Côte d'Azur	Villefranche-sur-Mer	2019	5 258	2020
06079	CA des Pays de Lérins	Mandelieu-la-Napoule	2013	20 957	2020
06085	CA des Pays de Lérins	Mougins	2015	10 381	2020
06069	CA du Pays de Grasse	Grasse	2016	25 742	2020

Communes Zone très dense

Code INSEE	EPCI	Commune	Début du déploiement	Nb de locaux (INSEE 2014)
06004	CA de Sophia Antipolis	Antibes	2011	61 413
06029	CA des Pays de Lérins	Cannes	2010	71 546
06030	CA des Pays de Lérins	Le Cannet	2012	26 116
06088	Métropole Nice - Côte d'Azur	Nice	2010	226 720

L'année de début du déploiement est également celle de début des travaux.

Rappel

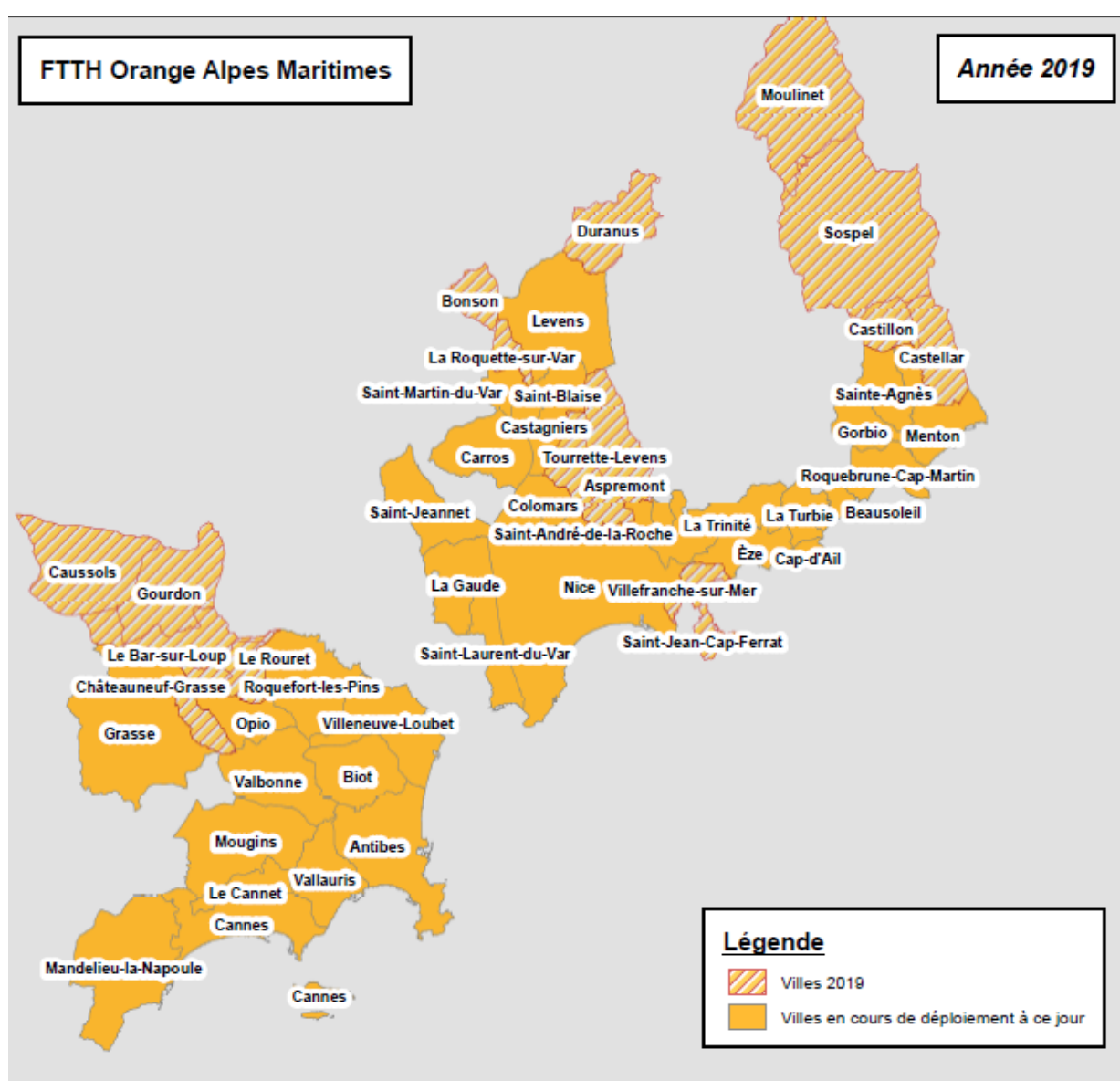
Début du déploiement : démarrage de programmation concertée des déploiements décrite à l'Article 7

Point d'attention : la mise en œuvre d'un lot de déploiement peut conduire à ce que des travaux soient engagés pour traiter une commune sur le territoire d'une commune tiers

Début des travaux : démarrage des relevés d'itinéraires, ouverture des chambres, PM, tirage de fibre, etc.

Achèvement du déploiement : conformément à l'Article 5, les locaux sont 100% Programmés, 100% Raccordables ou Raccordables sur demande (le cas échéant certains locaux demeurant néanmoins Raccordables dès autorisation).

Cartographie des zones de déploiement de l'Opérateur de réseau conventionné par année



Article 4. **Modification de l'annexe 3 « Volumes annuels »**

La nouvelle Annexe 3 ci-dessous annule et remplace l'Annexe 3 existante.

L'ORC met en œuvre les moyens nécessaires pour déployer les volumes indicatifs prévisionnels suivant :

Année	Volume de locaux programmés		Volume minimum de locaux raccordables		Volume maximum de locaux raccordables sur demande		Volume de locaux en aval PM non encore raccordables ¹	
	Nombre de locaux	% du total des locaux	Nombre de locaux	% du total des locaux	Nombre de locaux	% du total des locaux	Nombre de locaux	% du total des locaux
2018	131 000	58%	76 000	34%	33 960	15%	21 040	9%
2019	177 000	78%	124 000	55%	33 960	15%	19 040	8%
2020	226 398	100%	192 000	85%	34 398	15%		
2021	226 398	100%	215 078	95%	11 320	5%		
2022	226 398	100%	226 398	100%				

Locaux en aval PM non encore raccordables : locaux programmés mais pas encore raccordables ou raccordables sur demande (par exemple : locaux raccordables dès autorisation, etc.) ;

* : voir dispositions des articles 5.2.2 et 5.2.4 relatifs aux refus de tiers ou équivalents

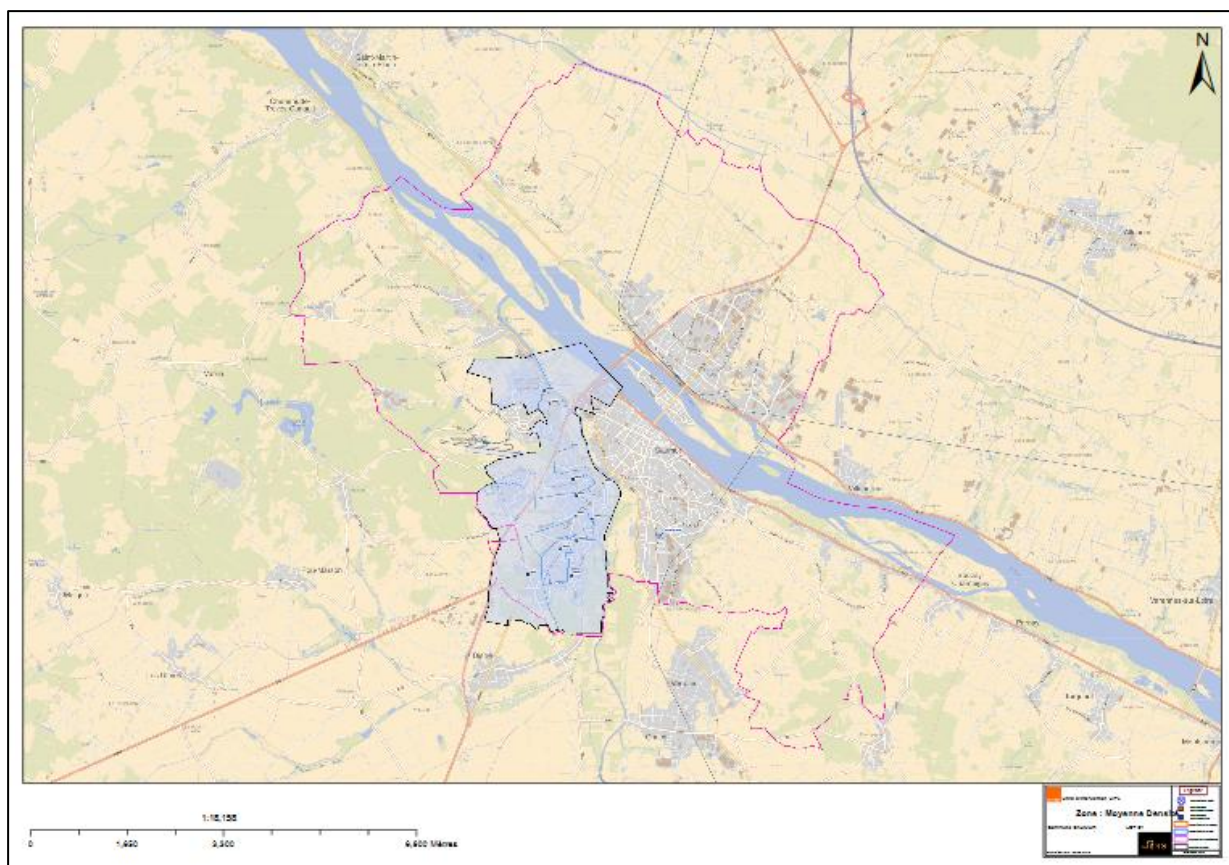
Source INSEE 2014

Article 5. **Modification de l'annexe 8 « Informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements »**

La nouvelle Annexe 8 ci-dessous annule et remplace l'Annexe 8 existante.

L'ORC précise dans l'Annexe 8 les caractéristiques de l'ensemble des informations qui seront communiquées dans le cadre du suivi des déploiements. A minima, celles-ci comporteront les éléments suivants :

- Cartographie des déploiements réalisés au format vectoriel (mise à jour du fichier cartographique communiqué dans le cadre de la programmation concertée des déploiements)



Avenant à la convention de programmation et de suivi des déploiements

- Fichier de suivi des déploiements à la maille de la commune comportant le nombre de locaux « Raccordables », « Raccordables dès autorisation », « en aval PM non encore raccordables » et « Raccordables sur demande ».

Communes hors Zone très dense

Code INSEE	EPCI	Commune	Nombre total de PM à terme	Début déploiement	Nombre de PM en cours d'établissement	PM mis à disposition	Nombre total de locaux programmés	Nombre de locaux raccordables sur demande	Nombre de locaux raccordables dès autorisation	Nombre de locaux en aval PM non encore raccordables	Nombre de locaux raccordables

Communes de la Zone très dense

Code INSEE	EPCI	Commune	Début déploiement	Nombre de PM en cours d'établissement	PM mis à disposition	Nombre total de locaux programmés	Nombre de locaux raccordables

Avenant à la convention de programmation et de suivi des déploiements

- Fichier IPE précisant notamment le statut de chacun des locaux rattaché au PM (Raccordable sur demande / Raccordable dès autorisation / Raccordable) issu du groupe de travail Interop – disponible 2018

Donnée	Format	Présence	PM = convention signée ou consultation ZAD lancée	P1 = étude réalisée (APD)	P2 = Publication 33M	P3 = PM livré	P4 = Post P3	COPI	PM UNITAIRE		P0, P1... Indique la pertinence de l'information pour le champ d'adresse et éventuellement vide (:) ; les champs échangés sont de format fixe
IdentifiantImmeuble	Alphanumérique - 15 caractères	Obligatoire si CodeAdresseImmeuble non renseigné	Oui	?	?	?	?	A	A	Utilisation par certains OI tant que pas passé sur MédiaPost	1 ligne par immeuble dans le CSV mais la gestion au niveau du bâtiment pose encore problème.
CodeVoieViviImmeuble	Alphanumérique - 4 caractères	O	Oui					A	A		
CodeVoieImmeuble	Alphanumérique - 5 caractères	O	Oui					A	A		
CodePostalImmeuble	Numérique - 5 caractères	O	Oui					A	A		
CommuneImmeuble	Alphanumérique	O	Oui					A	A		
CodeAdresseImmeuble	Alphanumérique - 10 caractères	Obligatoire si IdentifiantImmeuble non renseigné	Oui					A	A	adresse mediaPost hexadécimale	Attention non partagé par tous les opérateurs ; ou CodeVoie+CodeVoie+NuméroVoie+extension
TypeVoieImmeuble	Alphanumérique	F	Oui					A	A		
NomVoieImmeuble	Alphanumérique	O	Oui					A	A		
NomVoieImmeuble	Alphanumérique	O	Oui					A	A		
NomVoieImmeuble	Alphanumérique	O	Oui					A	A		
ComplémentNumeroVoieImmeuble	Valeurs possibles : [A - Z]	F	Oui					A	A	B="B" soit "BIS" idem pour Ter etc.	Ne permet pas de gérer des regroupements de parcelles Type 166-170 => Hexadécimale 40-42 devient 40x2. Plusieurs adresses pour le même bâtiment également. Problème identifié, non solutionné
BatimentImmeuble	Alphanumérique	F	Oui					A	A	Nom du bâtiment	On parle de logement mais ce peut être des entreprises, des commerces, des administrations => Proposition: No locaux FTTH ; SFR ne compte pas forcément les logements et les entreprises => Réponse en attente ; Problème en suspens, la répartition des prises d'une adresse dans les différents immeubles
NombreLogementsAdresseIPE	Numérique - 5 caractères	O	Oui					A	A	par adresse. La cible veut que ce nombre soit mis à jour avec le nb de logements du Cr MAD	
EtatImmeuble	CIBLE/SIGNE/EN COURS DE DEPLOIEMENT/DEPLOYE/ABANDONNE	O	Oui					A	A	ABANDONNE, uniquement les adresses abandonnées dans les 3 mois précédant la publication de l'IPE	
DateSignatureConvention	Numérique au format AAAAMMJJ	C	Oui					A	A		obligatoire si TypeAdresse=IMMEUBLE
GestionnaireImmeuble	Alphanumérique	C	Oui					A	A		obligatoire si TypeAdresse=IMMEUBLE
CodePostalGestionnaire	Numérique - 5 caractères	C	Oui					A	A		obligatoire si TypeAdresse=IMMEUBLE
CommuneGestionnaire	Alphanumérique	C	Oui					A	A		obligatoire si TypeAdresse=IMMEUBLE
TypeVoieGestionnaire	Alphanumérique	F	Oui					A	A		obligatoire si TypeAdresse=IMMEUBLE
NomVoieGestionnaire	Alphanumérique	C	Oui					A	A		obligatoire si TypeAdresse=IMMEUBLE
NomVoieGestionnaire	Numérique - 5 caractères maximum	F	Oui					A	A		ne permet pas de gérer 166-170 rue xxx (vrai pour tous les champs numéros)
ComplémentNumeroVoieGestionnaire	Valeurs possibles : [A - Z]	F	Oui					A	A		Pas de bâtiment gestionnaire comme pour les autres adresses (cf ligne 13.7)
SiretGestionnaire	Alphanumérique	F	Oui					A	A		1.1
DateCablageAdresse	Numérique au format AAAAMMJJ	F	Oui	Oui	Oui			A	A	Cas des MAD partielles. Si état Immeuble<=> 'deploy', Date d'installation. Sinon, Date effective	
DateDerniereModification	Numérique au format AAAAMMJJ	F	Oui	P	P	P	P	A	A		
ReferencePM	Alphanumérique - 20 caractères max	C	Oui					A	A		Préciser ReferencePM de l'opérateur d'Immeuble ; Nécessite table de correspondance avec Reference PM OC
EtatPM	EN COURS DE DEPLOIEMENT/DEPLOYE/ABANDONNE	C	Oui	P	Oui			A	A	ok	
DateInstallationPM	Numérique au format AAAAMMJJ	C	Oui	P				A	A	conditionné à la présence de la ref. PM, si état PM<=>'deploy', Date d'installation. Sinon, Date effective	
TypeEmplacementPM	Alphanumérique	O	Oui					A	A	Localisation physique du PM (façade, poutre, chambre, intérieur...) ou type de PM (shelter, armoire de rue, en sous-sol...)	
CommentaireLocalisationPM	Alphanumérique	F	Oui					A	A	Pour expliciter si besoin la Localisation du PM (s'il n'a pas d'adresse par exemple) - PRÉCISER SI ADRESSE PRÉCISE OU APPROXIMATIVE	Devrait être identique à celui du Cr MAD ? A travailler ultérieurement
CapacitéMaxPM	Numérique	F	Oui					A	A	Capacité max de logements adressables par le PM (s'il est extérieur)	
CodeVoieViviPM	Alphanumérique - 4 caractères	C	Oui					A	A	conditionné à la présence de la ref. PM	
CodeInseePM	Alphanumérique - 5 caractères	C	Oui					A	A	conditionné à la présence de la ref. PM	
CodePostalPM	Numérique - 5 caractères	C	Oui					A	A	conditionné à la présence de la ref. PM	
CommunePM	Alphanumérique	C	Oui					A	A	conditionné à la présence de la ref. PM	
CodeAdressePM	Alphanumérique	F	Oui					A	A	MediaPost Hexadécimale	
TypeVoiePM	Alphanumérique	F	Oui					A	A		
NomVoiePM	Alphanumérique	C	Oui					A	A	conditionné à la présence de la ref. PM	
NomVoiePM	Numérique - 5 caractères maximum	C	Oui					A	A	rempli avec 0 quand pas de n° attribué (null=0)	
ComplémentNumeroVoiePM	Valeurs possibles : [A - Z]	F	Oui					A	A	conditionné à la présence de la ref. PM	B, T, Q
BatimentPM	Alphanumérique	F	Oui					A	A		Nom du bâtiment
TypeIngénierie	Alphanumérique	C	Oui					A	A	conditionné à la présence de la ref. PM	Mono/Bi, Quadri ? A charge de l'OI de le rapprocher de ses STAS
FibreDedieeLibre	O/N	F	Oui					Oui	A	conditionné à la présence de la ref. PM. Cible veut que l'on ait ce champ en "Conditionné"	"O", s'il reste au moins une fibre dédiée à exploiter
NombreLogementsPM	Numérique - 5 caractères	C	Oui		Oui			A	A	conditionné à la présence de la ref. PM. Mis à jour pour le n+1 IPE avec les infos fiabilisées des Cr MAD ne sera rempli que si justifié par l'offre de l'OI, sert à relier avec la grille tarifaire	
NombreColonnesMontantesPM	Numérique - 5 caractères	F	Oui					A	A		
DateMiseEnServiceCommercialePM	Numérique au format AAAAMMJJ	C	Oui		Oui			A	A	Ecart par rapport à la V2.0 en travaux (Date première MAD)	
ReferenceConsultationNative	Alphanumérique	F	Oui					A	A	Reference de l'OI sur la consultation liée au PM	
NombrePMTTechniques	Numérique	F	Oui		OUI					Gestion des PM Techniques agrégés PMR (Castor&Pollux)	
TypeImmeuble	PAVILLON/IMMEUBLE	O	Oui							Pavillon ou immeuble, ... pour savoir à quel type d'adresse on a affaire. A prévoir avec notion de zone moins dense	Référence de la zone de cofinancement concerné par ce PM (commande globale de PM par zone)
TypeProjectionGeographique	WGS84/LAMBZ/RSF93	F	Oui								en attente des retours des différents opérateurs.
CoordonneePMX	Numérique	F	Oui								
CoordonneePMY	Numérique	F	Oui								
CoordonneeImmeubleX	Numérique	F	Oui								
CoordonneeImmeubleY	Numérique	F	Oui								
RefRegroupementPM	Alphanumérique	F	Oui					A	A		
EmplacementActifDisponible	O/N	O	Oui					A	A		
QualiteAdressePM	PRÉCISE/APPROXIMATIVE	O	Oui					A	A		dispo d'actif, si NA = N
Comment identifie-t-on les Immeubles sans ambiguïtés Oui ==> obligatoire à minima à cette étape là Vide = Interdit Possible : mise à jour possible											

Fait à

En [X] exemplaires

Pour l'Etat,	Pour la Région Provence Alpes Côte d'Azur
Pour le Département des Alpes Maritimes	Pour la Métropole Nice - Côte d'Azur
Pour la Communauté d'agglomération de la Riviera Française	Pour la Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis
Pour la Communauté d'agglomération de Cannes Pays de Lérins	Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse
Pour Orange	

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 24/06/2019
Numéro : CC_2019_119
Nature : DE - Deliberations
Objet : Projet Très Haut Débit - Convention de Programmation et de suivi des déploiements (CPSD) avec l'opérateur ORANGE - Version 2 - Avenant n.1
Matière : 8.1 - Enseignement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : ZFsPdIa

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/07/2019
Identifiant : 006-240600585-20190624-CC_2019_119-DE

Acte reçu

Date : 24/06/2019
Numéro interne : CC_2019_119
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 1
Objet : Projet Très Haut Débit - Convention de Programmation et de suivi des déploiements (CPSD) avec l'opérateur ORANGE - Version 2 - Avenant n.1
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190624-CC_2019_119-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_AU-006-240600585-20190624-CC_2019_119-DE-1-1_2.PDF

N